



Association Tunisienne  
de Défense des Libertés  
Individuelles

# المعرض الاسبوعي للصحافة

LA REVUE DE PRESSE HEBDOMADAIRE  
THE WEEKLY PRESS REVIEW

# *Media Libre* 2018



Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 16-03-2018</p> <p>Mohamed Elarbi Nsiri Historien des mentalités et des religions en Afrique du Nord</p> <p><a href="http://huffpostmaghreb.com">huffpostmaghreb.com</a></p>	<p><b>Pour une nouvelle socialisation des musées en Tunisie</b></p> <p>Tout en s'orientant vers un public diversifié, le musée qui tend, au début de la République, à détenir la Mémoire collective s'isole quelque peu du citoyen. Que l'Histoire ait de l'avenir, deux événements parmi d'autres, deux événements contemporains, le soulignent assez: l'ampleur du débat sur l'apport du patrimoine historique à l'économie, et l'envie de musées qui s'exprime depuis l'attaque du Bardo de maintes manières. Mais dans une situation économique presque catastrophique, la hausse des fréquentations des musées peut bien s'expliquer par des évènements exceptionnels comme la visite des politiciens et ministres étrangers, le succès d'une exposition temporaire ou d'un programme d'action culturelle. En plus, ce phénomène n'a pas encore vraiment touché toutes les classes sociales : l'essor correspond pour une large part à celui des nouvelles formes du tertiaire et des services. Les enseignants en revanche sont plus nombreux à intégrer dans leur enseignement la visite au musée et des services éducatifs assez variés se sont parfois mis en place dans les musées pour faciliter cette collaboration: l'Agence de mise en valeur du patrimoine et de promotion culturelle (AMVPPC) n'a-elle pas organisée tout récemment une visite guidée pour les journalistes tunisiens au site archéologique de Carthage?</p> <p>Faut-il pour autant se satisfaire des rencontres qui s'ébauchent entre le tunisien et le monde des musées? Ou, autre manière de dire la même chose, les citoyens tunisiens tirent-ils le maximum de ce que les musées peuvent ou pourraient offrir à leur formation culturelle, à leur enracinement citoyen ou à leur vision de l'humain?</p> <p>La question de l'usage pédagogique des musées n'est d'ailleurs pas nouvelle en Tunisie. Elle remonte aux premières années de la République: celle-ci décide-t-elle pas non seulement de sauvegarder en les mettant au musée les œuvres qui portent témoignages "antiques", mais finalement, de les montrer dans un ordre si possible chronologique. Il s'agit de conserver le patrimoine dans des bâtiments qui appartiennent à la Nation et d'en confier largement l'usage aux spécialistes. Mais au cours des dernières décennies est apparue la question de la place et de la fonction du musée dans la société d'aujourd'hui. En d'autres termes, comment l'institution publique muséale est-elle à même de répondre au défi de la contemporanéité? Tout en s'orientant vers un public diversifié, le musée qui tend, au début de la République, à détenir la Mémoire collective s'isole quelque peu du citoyen. Mais c'est sans doute pendant "l'ère Ben Ali" que s'accroît le divorce. Les musées s'assoupissent alors quelque peu, ou, tout au moins, tendent à limiter leurs ambitions.</p>

Les projets de musées, nombreux aux années 1960-1970, se raréfient. Les visites aux musées de l'intérieur du pays se font de moins en moins nombreuses. Les choses restent presque les mêmes après la chute de l'Ancien Régime, même si on assiste parfois à une montée temporaire de la curiosité citoyenne.

Ce discours peut à bon droit paraître bien pessimiste. Mais le vrai problème, dira-t-on, c'est de savoir comment la proximité d'un ou de plusieurs musées, et, concrètement, la visite au musée peuvent contribuer à enrichir et à renouveler la citoyenneté? Tout en sachant que ces visites-citoyennes aux musées ne peuvent revêtir le même contenu pour l'universitaire, l'ingénieur, le médecin et l'ouvrier, comment convaincre concrètement la majorité des citoyennes, toutes classes sociales confondues, que le musée peut constituer pour eux un précieux instrument de culture, et non un simple loisir? Cette certitude doit être acquise de bonne heure. L'école a dans ce domaine un rôle essentiel à jouer. Que ce soit dès les premières années ou lors des classes terminales, il faut, en les conduisant au musée, prouver aux élèves, citoyens de demain, que le musée est l'un des haut lieux où se conserve la Mémoire collective. Il faut leur montrer que non seulement le musée peut enrichir leur culture et leur donner du bonheur, mais qu'il peut les aider dans l'acquisition d'une vision plus ample, d'une vision renouvelée l'Histoire. Il est nécessaire d'aller vite. Ce serait grand dommage si les enseignants déjà en poste, déjà formés, passaient à côtés des richesses recélées par le patrimoine visuel détenu dans les musées, et aussi, bien sûr, au-delà des lieux muséaux. C'est pourquoi l'appel à la formation continue présente ici un caractère d'urgence. Il importe d'organiser des stages méthodologiques : ces stages que devraient animer à la fois des historiens, des conservateurs, des archivistes et des archéologues permettraient de former de futurs formateurs. La richesse muséale de Carthage en fait à cet égard un lieu idéal. Ce n'est sans doute pas le seul. Les enseignants ainsi formés pourraient ensuite faire bénéficier d'autres collègues de leur expérience. On voit assez qu'entre le musée et l'Histoire il faut des médiateurs : enseignants d'un côté, service culturel du musée de l'autre. Ne pourrait-on rêver, pour conclure, qu'ils se retrouvent régulièrement dans le cadre de chaque établissement ? Alors les sites archéologiques, les œuvres d'art, la tradition, l'image et l'objet, les savoir-faire et les pouvoirs-crée, la création et les conditions de la création, pénétreront vraiment dans notre enseignement. De nouvelles vocations historiennes en naîtront peut-être. Et ceux qui ne les éprouveront pas auront tout au moins mieux compris l'ampleur du regard que l'Historien tente de jeter sur le passé et le présent, sur la culture et la société.

**RÉALITÉS**  
RECONNAISSANCE INTERNATIONALE - FONDÉE EN 1979 - Tunisie

16-03-2018

W.J

[realites](http://realites.tn)

**Ministère des affaires religieuses: Aider les pauvres est mieux que la construction des mosquées**

Le conseiller du ministre des affaires religieuses, Hakim Amiri a déclaré ce vendredi 16 mars 2018, que certains citoyens construisent des mosquées à leurs charges, qui peuvent accueillir

des milliers de fidèles dans des zones peu peuplées. Il a indiqué que ces mosquées deviennent un fardeau pour le ministère étant donné que leur maintenance coûte assez cher. « certains citoyens bâtissent des mosquées de manière anarchique, et le ministère se trouve par la suite contraint à les inclure sur la liste des mosquées qui sont sous sa tutelle. » a-t-il expliqué.

Amiri est revenu sur la déclaration du ministre des Affaires religieuses, Ahmed Adhoum qui a présenté comme exemple, une mosquée bâtie par un citoyen, dont la valeur dépasse un milliard de DT avec la capacité d'accueillir 6000 fidèles.

Le ministre a souligné qu'une telle mosquée pourrait coûter 160 millions, rien que pour la couvrir de tapis. Le conseiller a de son côté, insisté sur la nécessité de la sensibilisation des citoyens concernant la construction et la gestion des mosquées, affirmant que le fait d'aider un musulman dans le besoin serait mieux que la construction des mosquées surtout dans la situation économique actuelle.

Notons que la Tunisie compte au moins 5000 mosquées, soit une mosquée pour chaque 2000 habitants. Rappelons également que les dettes des mosquées envers la STEG s'élèvent à 18,5 millions de DT.



16-03-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm.com)

### **Le ministère de l'emploi supprime la signature légalisée**

Le ministère de la formation professionnelle et de l'emploi a annoncé avoir demandé d'annuler la procédure de la signature légalisée à partir du 2 avril, sur tous les documents administratifs requis par le ministère et les structures qui lui sont reliées et ce en vue de faciliter les procédures administratives et réduire les délais de traitement des dossiers.



16-03-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

### **Pour réduire l'influence «salafite-wahhabite»: La Belgique retire à l'Arabie saoudite la gestion de la grande mosquée de Bruxelles**

La Belgique entend réduire l'influence «salafite-wahhabite» de l'Arabie saoudite sur sa communauté musulmane : elle vient ainsi de résilier une convention de 1969 qui confiait aux Saoudiens la tutelle de la grande mosquée de Bruxelles. Le gouvernement belge a décidé ce 16 mars de résilier la convention vieille d'un demi-siècle (1969) qui confiait la gestion de la grande mosquée de Bruxelles à des intérêts saoudiens, a annoncé le ministre de la Justice Koen Geens. L'Arabie saoudite est accusée d'y promouvoir un islam «salafite-wahhabite» susceptible de «jouer un rôle très significatif dans le radicalisme violent». Cette résiliation était l'une des principales recommandations de la commission d'enquête parlementaire mise sur pied au lendemain des attentats du 22 mars 2016 revendiqués par Daesh (32 morts à Bruxelles). La grande mosquée de Bruxelles bénéficiait d'une convention qui liait en théorie l'Etat belge pour 99 ans avec le Centre islamique et culturel de Belgique (CICB). Ce centre est lui-même rattaché à la Ligue islamique mondiale, une organisation proche de la dynastie qui

règne sur l'Arabie saoudite. Désormais, le CICB dispose d'un an pour libérer le bâtiment, ce qui laisse le temps à une nouvelle structure associant l'Exécutif des musulmans de Belgique (EMB) et une communauté locale de se constituer afin d'en reprendre la gestion, selon l'agence Belga. Le gouvernement belge souhaite désormais «pluralité et transparence» au sein de la grande mosquée, qui devra notamment «respecter les lois et traditions» et véhiculer «une vision tolérante de l'islam», a précisé le ministre de la Justice.

### مقالات باللغة العربية

#### قاضي الاسرة يتدخل في موضوع حجب اعداد السداسي الأول



16-03-2018

[alchourouk](http://alchourouk.com)

نشرت الصفحة الرسمية لنقابة القضاة التونسيين منذ قليل تدوينة جاء فيها أنه صدر اليوم عن قاضي الاسرة ادنا لنقابة التعليم الاساسي والتعليم الثانوي برفع الحجر عن معدلات السداسي الاول باعتبار حجب الاعداد عنفا مسلطا على الطفل حسب نص التدوينة.



16-03-2018

مروى الدريدي

[hakaekonline](http://hakaekonline.com)

#### راج أن طفلا توفي بسبب الجوع: مندوب حماية الطفولة بجندوبة توضح.. والعائلة مستاءة

توفي يوم أمس الاربعاء 14 مارس 2018، الطفل أنور البالغ من العمر 9 سنوات، بالمدرسة الابتدائية الجاودة الموجودة بالمنطقة الحدودية تونس الجزائر، وهو بصدد تناول اللجة المدرسية، وفقا لما أكدته لحقائق أون لاين، مندوب حماية الطفولة بجندوبة شيماء الجندوبي. وبينت الجندوبي أن الطفل يعيش في عائلة فقيرة ووفيرة العدد وله 9 إخوة أصغرهم يبلغ من العمر 3 سنوات من بينهم منقطعون عن الدراسة، مشيرة إلى أنهم يعيشون في ريف قاس جدا بمنطقة حدودية نائية تقع بين تونس والجزائر، كما أن والدتهم تحمل إعاقة على مستوى العين بسبب دخول عود حطب في عينها وهي بصدد جمع الحطب، ووالدهم "خادم حزام" يعمل بجهة نابل في المجال الفلاحي. وأضافت شيماء الجندوبي، أن عائلة الطفل أنور مستاءة كثيرا بسبب ما يروج بأنه توفي جراء الجوع وسوء التغذية، وأكدوا أن هذا الكلام غير صحيح وأن الطفل يتناول إفطاره كل صباح قبل الذهاب إلى المدرسة، ويوم وفاته خرج كعادته دون أن يظهر عليه أي تغير. وأفادت بأنه تم نقل جثة الطفل إلى مستشفى شارل نيكول لعرضها على الطب الشرعي وأن تقرير الطب الشرعي هو الفيصل وهو الذي سيبين أسباب وفاته وأن عائلته موجودة على عين المكان بالمستشفى لتعرف بدورها حقيقة وفات ابنها، داعية إلى عدم الانسياق وراء ما يروج بأن الطفل مات بسبب الجوع، ولتتم انتظار تقرير الطب الشرعي لتبين الحقيقة. وتابعت في ذات السياق بأن العائلة ترجح امكانية اصابته بمرض دون التفطن إليه، وأشارت إلى أن ما يروج بخصوص انتظار الطفل لللجة المدرسية حتى يأكل غير صحيح وأن هذه اللجة أصبحت عادة لدى جميع الأطفال بالمدرسة وينتظرونها في وقت الفسحة، داعية في هذا السياق إلى تحسين اللجة حتى تكون صحية أكثر ومتوازنة. وبخصوص الصور التي نشرت التي تظهر بأن عائلة الطفل أنور تعيش في كوخ من حطب، قالت مندوب حماية الطفولة بجندوبة، إنه تم ارسال مرشدات اجتماعيات فضلا عن السلط المحلية لمعاينة وضع العائلة عن قرب، مبينة أن الريف الذي يعيشون فيه قاس جدا على العائلة وجميع الأفراد الذين يعيشون هناك. وأفادت بأنه سيتم العمل على النظر في وضعيات أشقائه المنقطعين عن الدراسة حالة بحالة والعمل على ارجاعهم إلى المدرسة للتعليم.



16-03-2018

[shemsfm](http://shemsfm.com)

#### القضاء العسكري يتعهد بقضية أحداث محكمة بن عروس

أفادت وكالة الدولة العامة لإدارة القضاء العسكري، بأن النيابة العسكرية تعهدت بموضوع تجمهر عدد من الأمنيين بالزري الرسمي وبالسلاح أمام محكمة بن عروس يوم 26 فيفري الماضي، بعد تخلي المحكمة الابتدائية بالولاية عن القضية وذلك لعدم الاختصاص الحكمي.

وأوضحت الوكالة في بلاغ اليوم الجمعة، أن النيابة العسكرية قررت فتح بحث تحقيقي ضد كل من سيكشف عنه البحث من أجل الإعتداء على أمن الدولة الداخلي باستعمال خصائص الوظيف وذلك بارتكاب جمع مسلح أو غير مسلح للاعتداء على الناس أو على الأملاك والهجوم الواقع من جمع مسلح أو غير مسلح على محل معد للسكنى أو للحرفة أو على ملك مسيح بقصد الاعتداء أو الانضمام إلى جمع من شأنه الإخلال بالراحة العامة بقصد ارتكاب جريمة أو التعرض لتنفيذ قانون أو جبر أو حكم والاعتصام المتقارر عليه الواقع من اثنين أو أكثر من الموظفين العموميين أو أشباههم بقصد تعطيل خدمة عمومية وذلك بالاستعفاء جملة من الخدمة أو بغير ذلك والتهديد بما يوجب عقاباً جنائياً متوقفاً على شرط والمشاركة في كل ذلك طبق الفصول 32 و77 و78 و79 و107 و114 و222 فقرة 2 من المجلة الجزائية.

وأضافت أن تعهد المحكمة العسكرية بالقضية جاء طبقاً لأحكام الفصل 5 من مجلة المرافعات والعقوبات العسكرية والفصل 22 من القانون عدد 70 لسنة 1982 المتعلق بضبط النظام الأساسي العام لقوات الامن الداخلي.

يذكر أن عدداً من الأمنيين تجمهروا يوم 26 فيفري الماضي أمام محكمة بن عروس، للمطالبة بإطلاق سراح خمسة من زملائهم، الذين كانوا قيد التحقيق بسبب شكوى تقدم بها أحد الموقوفين عن طريق محاميه على خلفية تعرضه لاعتداءات جسدية، وفق ما صرح به محاميه.

وجاء التجمهر بعد دعوة نقابة موظفي الإدارة العامة للأمن العمومي إلى "الاستنفار والحضور" بكتافة أمام المحكمة، ودعوته جميع الأمنيين إلى عدم المثول مستقبلاً أمام الجهات القضائية بخصوص القضايا المرتبطة بممارستهم لمهامهم الأمنية.

تمتيع 1397 سجيناً بالعفو الخاص بمناسبة عيد الاستقلال



16-03-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

بمناسبة الذكرى 62 لعيد الاستقلال، قرّر رئيس الجمهورية الباجي قايد السبسي تمتيع 1397 محكوم عليهم بالعفو الخاص الذي يؤدي إلى سراح 598 سجيناً منهم، وذلك اثر لقاء جمعه بوزير العدل غازي الجريبي اليوم الجمعة 16 مارس 2018.

**Le 15-03-2018**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 14-03-2018 <a href="http://huffpostmaghreb">huffpostmaghreb</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>L'Association des Imams de mosquées appelle à une prêche du vendredi unifiée, en opposition à l'égalité dans l'héritage</b></p> <p>L'Association Tunisienne des Imams de mosquées s'est fermement opposée, dans un communiqué publié sur sa page Facebook, à la question de l'égalité dans l'héritage, appelant à une même prêche vendredi prochain, dans toutes les mosquées du pays. "Face au dangers qui menacent les fondements et les préceptes de notre religion, et à ce que la marche de samedi dernier avait contenu de slogans et messages touchant à l'intégrité de l'Islam et dénaturant même le Coran, l'association des Imams de mosquées invite tous les imams à unifier la prêche du vendredi 16 mars" appelle l'association dans son communiqué. Selon l'association, cet appel est destiné aux musulmans afin d'attirer leur attention sur la situation. Elle souligne que</p>

le texte coranique ne peut être sujet à des interprétations différentes, évoquant qu'il y'a "une égalité divine" dans le Coran sur la question de l'héritage. L'association appelle également à ne pas se laisser attirer par ces appels à l'égalité dans l'héritage, estimant que celles-ci "cachent une grande ignorance des directives de l'Islam et touchent les Tunisiens dans leur croyance." "Je vous invite donc à répondre favorablement à cette noble tâche, et je suis certain que vous n'y manquerez pas" conclut le président de l'association, Salem Adeli. La question de l'égalité dans l'héritage a de nouveau été mise sur la table à l'occasion de la journée internationale de la Femme, qui avait été suivie samedi dernier par une marche réclamant l'égalité dans l'héritage, organisée par un collectif de plus de 80 associations, et à laquelle près de 1500 Tunisiennes et Tunisiens avaient participé.

**jeuneafrique** | Tunisie

15-03-2018

Syrine Attia

[jeuneafrique](#)

### **Tunisie : l'« impunité policière » sous le feu des associations**

Plusieurs ONG ont appelé mardi le gouvernement tunisien à se dresser contre les pratiques policières portant atteinte aux droits de l'homme. Alors que des plaintes pour torture sont toujours enregistrées dans le pays, depuis la révolution, une seule condamnation a été prononcée, le 25 mars 2011, à l'encontre de quatre agents. « Mettre un terme à la perpétuation de l'impunité [...] dont bénéficient souvent les forces de sécurité tunisiennes ». Tel est le signal fort envoyé au gouvernement tunisien mardi 13 mars, par une lettre ouverte signée par quinze organisations tunisiennes et internationales de défense des droits de l'homme, dont Amnesty International, la Ligue des droits de l'Homme, Human Rights Watch ou encore l'Organisation mondiale contre la torture.

Dans leur lettre, celles-ci appellent le Premier ministre, les ministres de l'Intérieur et de la Justice à veiller à ce que toutes les plaintes pour torture, déposées contre des forces de sécurité, « donnent immédiatement lieu à une enquête impartiale », et que les auteurs « se voient imposer des peines à la mesure de la gravité de leurs actes ». Selon ces organisations, presque aucune plainte de ce type n'a ainsi abouti à un procès, en dépit de la fin de l'ère Zine el-Abidine Ben Ali en 2011. Seuls quatre agents ont été condamnés le 25 mars 2011, pour une affaire remontant à 2004, déplorent les ONG.

L'affaire du 26 février au tribunal de Ben Arous

Cette lettre ouverte fait suite à une manifestation de policiers en uniforme devant et dans l'enceinte du tribunal de Ben Arous, le 26 février dernier, dans la banlieue sud de la capitale tunisienne. Ceux-ci étaient venus soutenir cinq de leurs confrères qui devaient être interrogés par le parquet, après avoir été accusés de torture par un prévenu.

Ces policiers – dont certains étaient armés – avaient alors bloqué l'entrée du tribunal aux avocats, tandis que d'autres avaient encerclé le lieu avec leurs véhicules de fonction.

Ce qui s'est passé récemment au tribunal de Ben Arous montre la prévalence de l'impunité en Tunisie, écrivent ces associations

Le syndicat de la sécurité républicaine avait alors qualifié ces événements comme étant un « piège tendu pour envenimer les relations entre le pouvoir judiciaire et les corps de sécurité ». Il avait également estimé que l'arrestation de ces cinq membres de la sécurité « s'est effectuée sous la pression de certains lobbies de la corruption, du terrorisme et de l'intimidation ». Le Syndicat des fonctionnaires de la direction générale de la sécurité publique (SFDGSP) assure en effet dans un communiqué publié le 26 février que ce prévenu serait en réalité l'un des éléments terroristes responsables de l'assassinat de Chokri Belaïd, le 6 février 2013, et de Mohamed Brahmi, le 25 juillet de cette même année. Le syndicat dément également toute responsabilité des agents de sécurité dans les blessures de l'homme : selon leur communiqué, il se serait lui-même délibérément blessé en cassant la vitre de l'une des fenêtres de la salle d'interrogatoire du poste de police d'Hamam Lif.

Une version que réfute Saida Mbarek, membre de l'Instance nationale pour la prévention de la torture (INPT), signataire de cet appel lancé au gouvernement. C'est en effet elle qui a effectué la visite d'inspection le 23 février au tribunal de Ben Arous, après avoir reçu une notification d'une suspicion de torture sur un détenu de ce poste de police. Contactée par Jeune Afrique, elle affirme que ces accusations de terrorisme sont une manière « d'influencer l'opinion publique, en rattachant cette affaire à deux crimes qui ont profondément marqué l'esprit des Tunisiens ».

Le plaignant aurait été menotté et agressé par les agents de sécurité

Elle assure que l'homme a été arrêté dans une affaire de droit commun et que celui-ci a bien été torturé par les agents. D'après le rapport de l'INPT, le plaignant rapporte ainsi avoir été menotté et agressé par les agents. Au cours d'une chute à terre, il aurait effectivement cassé une vitre, se blessant au niveau de la main droite. Les policiers l'auraient ensuite emmené dans un hangar, lui auraient mis une roue en caoutchouc sur les épaules et l'auraient pulvérisé de gaz. Selon l'INPT, qui a publié des photos sur Facebook, le rapport du médecin révèle des séquelles au niveau de son bras, des hématomes sur son visage et de nombreuses traces de sang.

Une affaire symptomatique

Une « impunité » parmi d'autres que dénoncent aujourd'hui ces différentes organisations. « Nous considérons que ce qui s'est passé récemment au tribunal de Ben Arous montre la prévalence de l'impunité en Tunisie », affirment ainsi ces associations. Celles-ci déplorent l'intention du gouvernement « de perpétuer l'impunité dont jouissent les forces de sécurité pour des crimes tels que la torture », appelant les responsables politiques à réagir



« promptement et publiquement aux tentatives de pression exercées par les syndicats de police sur la justice ».

« Un syndicat a appelé les membres des forces de sécurité à ne plus assurer leurs fonctions au tribunal jusqu'à la libération » de leurs confrères poursuivis, et à ne pas comparaître devant la justice, ajoutent les organisations.

Les ministres de l'Intérieur et de la Justice tempèrent

Le ministre de l'Intérieur et de la Justice ont été tous deux auditionnés lundi 12 mars par la commission de sécurité et de défense au sein de l'Assemblée des représentants du peuple (ARP), suite aux événements du tribunal de Ben Arous.

Une enquête administrative est en cours, a assuré Lotfi Brahem

À l'issue de son audition, le ministre de l'Intérieur Lotfi Brahem a indiqué que l'enquête administrative, menée par l'inspection générale de la police, en coordination avec le ministre de la Justice, se poursuivait. « Toute personne ayant commis des faits avérés d'abus devra en assumer la responsabilité », a-t-il ainsi assuré, qualifiant toutefois ces événements de « faits spontanés ». « Le rassemblement de protestation était pour exprimer une position contre la décision du juge », a-t-il ainsi précisé.

Des discussions avec les syndicats sécuritaires sont en cours avec le département de l'Intérieur, a ajouté le ministre, pour éviter que de tels agissements ne se reproduisent, mais aussi pour établir de bonnes relations avec le pouvoir judiciaire et les autres secteurs, afin que les protestations soient pacifiques.

Le ministre de la Justice a indiqué qu'une instruction judiciaire était également en cours.

Une loi en question

Si le ministre de l'Intérieur Lotfi Brahem a assuré mardi que 202 agents avaient été traduits en justice et 729 autres devant un conseil de discipline en 2017, celles-ci ont toutefois été faites dans le cadre de la lutte contre la corruption et non pas contre la torture, notent les organisations. Les forces de sécurité tunisiennes réclament quant à elles, depuis plusieurs mois, le vote d'une loi réprimant plus durement les attaques envers elles.

**RÉALITÉS**  
RECORNERIE RÉPONDANT - TONDE EN 1379 - *Online*

15-03-2018

W.J

[realites](http://realites.tn)

**Tataouine: Un laboratoire supprime toutes les dettes de ses patients**

Un citoyen originaire de la région de Tataouine, prénommé Mohamed El Azloul a décidé de supprimer toutes les dettes de ses patients jusqu'à janvier 2018. Intervenu sur les ondes de Mosaïque Fm, le propriétaire de ce laboratoire a déclaré qu'il s'agit d'une action humanitaire visant à prendre en considération les intérêts de ses patients ayant de faibles revenus et qui

peinent à payer leurs analyses. Mohamed El Azloul, a indiqué que certains patients se sentent intimidés pour faire d'autres analyses étant donné qu'ils n'arrivent pas à payer les anciennes. « Nous informons nos chers patients que toutes leurs dettes d'avant le 1er janvier 2018 ont été supprimées. Nous vous souhaitons la bonne santé et le bon rétablissement », lit on ainsi sur la port du laboratoire en question.



15-03-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### Fête de l'Indépendance: Grâce Présidentielle spéciale à 1397 détenus

Le président de la République, Béji Caïd Essebsi, a décidé, vendredi, d'accorder une grâce spéciale à 1397 détenus, à l'occasion du 62e anniversaire de la fête de l'indépendance célébrée le 20 mars de chaque année. En vertu de cette décision, 1397 détenus ont bénéficié d'une réduction de peine, ce qui a conduit à la libération de 598 d'entre eux, selon un communiqué de la présidence de la République. Cette décision intervient à l'issue d'une rencontre qui a eu lieu au palais de Carthage entre le président de la République et le ministre de la Justice, Ghazi Jribi.

### مقالات باللغة العربية

#### قصة: قضاة دائرة الاستئناف يبحثون إمكانية تفعيل قانون العقوبة البديلة

قام عدد من قضاة دائرة استئناف قصصة التي تضم ولايتي توزر وقصصة اليوم الأربعاء، بزيارة السجن المدني بقصصة للاطلاع على وضعية السجناء وكيفية قضاء عقوبتهم. وأفاد الناطق الرسمي باسم المحكمة الابتدائية بقصصة محمد علي البرهومي في تصريح لمراسل (وات) بالجهة، بأنه تم التطرق خلال الزيارة الى إمكانية تفعيل العقوبة البديلة عوضا عن العقوبة السجنية بالنسبة للقضايا البسيطة المتعلقة بالعنف، خاصة وأن السجن المدني بقصصة لا تتجاوز طاقة استيعابه 1000 سجين، ويستقطب حاليا ضعف طاقته ويفتقر إلى جناح خاص بالأطفال المعاقين. وأكد أن الغاية الأساسية من هذه الزيارة هو الاهتمام أكثر بآلية تفعيل قانون العمل للمصلحة العامة كعقوبة بديلة عن العقوبة السجنية (مثل العمل ضمن المصالح العمومية عوضا عن السجن)، مشيرا إلى أن هذا النوع من العقوبات يشهد ضعفا من ناحية تطبيقه في ظل غياب آلية مراقبة. وأوضح البرهومي أن العقوبات البديلة تهدف إلى إبعاد الأشخاص الذين اقترفوا جريمة بسيطة من الاقتراب من الأشخاص الذين قاموا بجرائم كبيرة، إضافة الى تأهيل المعاقب لفائدة المصلحة العامة والحد من الأموال المبدولة للسجين في معيشتهم خاصة وأنها مكلفة للخزينة العامة إثناء إقامته بالسجن، وفق قوله.



15-03-2018

[alchourouk](http://alchourouk)




15-03-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

#### تقرير السعادة العالمي لسنة 2018: تونس في المرتبة 111 عالميا

جاءت تونس في المرتبة 111 عالميا في "تقرير السعادة العالمي 2018"، الصادر منذ يومين، بـ 4.592 نقطة وأشار التقرير الصادر عن "شبكة حلول التنمية المستدامة" التابعة للأمم المتحدة الى ان تونس خسرت 0.504 - نقطة مقارنة بالتقرير العالمي الصادر سنة 2012 حيث جاءت تونس حينها في المرتبة 102 على 155 دولة شملها التقرير الاممي . كما جاء في التقرير ان فنلندا حلت في المرتبة الأولى بـ 7.632 أما الدولة العربية الأولى في هذا التقرير الذي شمل 156 دولة للفترة المتراوحة بين سنوات 2015-2017 ، فكانت دولة الإمارات العربية المتحدة التي احتلت المرتبة العشرين بـ 6.744 نقطة في حين حلت دولة بورندي في آخر ترتيب هذا التقرير في المرتبة 156 وحازت فقط على 2.905 نقطة .

	<p>ومن بين المعايير المعتمدة في تصنيف الدول التي شملها التقرير، الدخل السنوي للفرد و الاحاطة الاجتماعية و معدل الامل عند الحياة و مدركات الفساد ومعايير اخرى .</p> <p>وصنف تقرير السعادة العالمي 2018 ، ايضا 117 دولة من خلال سعادة مهاجريها وقد احتلت فنلندا مرة اخرى مقدمة الدول التي توفر السعادة للمهاجرين.</p>
 <p>15-03-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>حمادة: أحداث محكمة بن عروس مؤامرة لحل نقابة قوات الأمن الداخلي'</b></p> <p>قال شكري حمادة الناطق الرسمي باسم النقابة الوطنية لقوات الأمن الداخلي في تصريح لموزاييك اليوم الخميس 15 مارس 2018 أنّ أحداث محكمة بن عروس كانت مؤامرة لحل النقابة الوطنية لقوات الأمن الداخلي، وفق تعبيره. وأضاف حمادة أنّ "النقابة الأمنية التي أصدرت بيانا عقب إيقاف أمنيين بشبهة تعذيب موقوف قصد التجيش، كانت تسعى لتعكير المناخ العام بين أجهزة الدولة" وفق تعبيره. وقال "محامو الإرهاب هم جزء من هذه المؤامرة الهادفة لنشر الفوضى، وفق تصريحه.</p>

**Le 14-03-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE</p> <p>14-03-2018</p> <p><a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>L'association LGBT française ADHEOS demande à la France l'interdiction de l'espace Schengen à Adel Almi</b></p> <p>L'Association d'Aide, de Défense Homosexuelle, pour l'Égalité des Orientations Sexuelles (ADHEOS), membre de la Fédération LGBT en France, demande, via un communiqué publié le 13 mars, au président français Emmanuel Macron l'interdiction de l'espace Schengen à Adel Almi. "La présence de personnes et de leurs complices appelant publiquement au meurtre d'homosexuels ne saurait être tolérée sur notre territoire par les autorités françaises", indique le communiqué de l'ADHEOS. L'organisation exprime son indignation face aux propos de Adel Almi appelant publiquement au meurtre des homosexuels, dont le dernier est à l'encontre de Bouhdid Belhadi, directeur la radio "Shams Rad" de l'association tunisienne pour la dépénalisation de l'homosexualité, Shams. L'ADHEOS relève également ses propos haineux qui "ont pris récemment pour cible les femmes tunisiennes lors de la marche du 10 mars pour l'égalité des sexes en matière d'héritages les traitant publiquement de bâtardes". L'ONG considère que la présence éventuelle de Adel Almi en France "constituerait une menace grave pour l'ordre public, la sécurité intérieure ou les relations internationales de la France".</p>
<p><b>RÉALITÉS</b> MAGHREB - TUNISIE - ONLINE</p> <p>14-03-2018</p> <p>W.J</p> <p><a href="http://realites">realites</a></p>	<p><b>Les secours ne répondant pas: Une Tunisienne témoigne de sa nuit d'horreur chez elle</b></p> <p>Un post d'une jeune tunisienne, publié sur les réseaux sociaux, a secoué la toile dans la soirée de lundi à mardi 13 mars 2018, remettant en cause la véritable assistance aux personnes en danger, surtout quand il s'agit d'organismes de secours appartenant à l'Etat. Réalités Online publie le drame vécu par A. A, jeune citoyenne tel que raconté par elle-même:</p>

» Aujourd'hui à 4:30 du matin, je me suis retrouvée en situation de danger grave pour ma vie.

J'appelle:

197(police secours): Pas de réponse.

198(protection civile): Pas de réponse.

193(garde nationale) : Ne sonne même pas.

Je suis seule chez moi, endormie depuis 20h la veille. Vers 4h à peu près, le chien devient très agité mais je n'y prête pas attention car bien souvent c'est à cause du chat des voisins, aimant bien le torturer en se pavanant le long du siège. Je me rendors très vite. A 4h25, la porte de ma chambre s'ouvre lentement. J'avais le dos tourné à la porte. J'ai les yeux grands ouverts mais je ne bouge pas. Un homme me regarde et me fixe pour ce qui me semblait être une éternité. Apparemment il voulait s'assurer que j'étais endormie. Puis il quitte la chambre lentement, referme la porte et descend les escaliers. J'attends un peu. 20 secondes environ, tout est au ralenti à ce moment là. Je me dis que si je continuais à faire semblant de dormir, il ne remonterait pas. Mais il faut appeler les secours, c'est la bonne chose à faire en cette situation, n'est-ce pas ? J'ai eu d'abord peur que le bruit de l'appel n'interpelle l'intrus puis j'ai vu qu'il a allumé une des lumières d'en bas. Je commence à composer les numéros. Rien. J'appelle le seul voisin dont j'ai le numéro. (fermé). Puis une idée m'est venue et qui me semble maintenant idiote, m'obsède: Quoi qu'il arrive, je dois absolument être décente et donc mettre un pantalon. Je tâtonne dans le noir et je me retrouve en Hoodie University of Birmingham et en pantalon de tailleur. La personne était en train de descendre les escaliers qui mènent à la cave. J'essaye la police des secours une dernière fois. Rien. Dans un moment de grande solitude, j'écris un post Facebook pour demander de l'aide et j'appelle mon père qui est en France. En 5 minutes, mon cousin et un ancien collègue de mon père sont là. L'intrus est parti, peut être 1 minute avant qu'ils n'arrivent. Mon cousin me dit que lui aussi a essayé de contacter les secours sans succès.

Dieu merci, l'intrus n'était pas dans le mood de tuer, violer ou même voler d'ailleurs (Il n'a rien pris) car il avait là une occasion en or.

Morale de l'Histoire:

- Faire confiance au chien
- Obtenir les numéros de tous les voisins
- Toujours s'enfermer à clé

– En cas de danger, votre sort est déterminé par votre chance. Vous êtes seul. Vous n’avez aucun droit. La sûreté nationale n’existe pas. »

Notons qu’en l’intervalle d’une semaine c’est le deuxième post d’une citoyenne se plaignant de la non disponibilité des services de secours. Depuis deux jours, une autre citoyenne a appelé la protection civile pour secourir un homme évanoui par terre et en train de saigner. Toutefois, la protection civile lui a demandé de contacter la police... La police lui a rétorqué que ceci relève des fonctions de la protection civile! cette dernière finit par lui demander si la personne « en danger » est « ivre« !

Il paraît que les ivres n’ont pas le droit d’être secourus!



14-03-2018

[mosaïquefm](http://mosaïquefm)

### Rapport mondial sur le bonheur 2018 : la Tunisie classée 111 ème

La Tunisie occupe le 111e rang mondial dans le Rapport mondial sur le bonheur 2018 (World Happiness Report) avec 4,592 points. Créé en 2012 par l’Onu, le World Happiness Report classe 156 pays selon leur niveau de bonheur. L’édition 2018 qui a, également, consacré une partie à l’immigration classe 117 pays selon le niveau de bonheur des immigrés. Le rapport couvre la période allant de l’année 2015 jusqu’à l’année 2017. Selon le rapport élaboré par le Réseau de solutions pour le développement durable (SDSN) des Nations Unies et publié il y a deux jours, la Tunisie est classée 13e à l’échelle africaine sur un total de 44 pays, derrière la Libye, 2e (70e au niveau mondial), l’Algérie 3e (84e au niveau mondial) et le Maroc 4e (85e au niveau mondial). Selon le même rapport, la Finlande arrive en tête de liste avec 7,632 points suivie par la Norvège, le Danemark, l’Islande et la Suisse. Le premier pays arabe est classé 20e. Il s’agit des Emirats Arabes Unies. Le Burundi occupe, quant à lui, le dernier rang avec 2,905 points. Les critères adoptés dans l’élaboration de ce rapport regroupent entre autres le revenu annuel, la couverture sociale, l’espérance de vie et la perception de la corruption.

### مقالات باللغة العربية



14-03-2018

مكرم السعيد

[alchourouk](http://alchourouk)

### القلعة الصغرى: القبض على رجل عنف زوجته حتى الموت

تمكنت فرقة الشرطة العدلية بسوسة المدينة منذ قليل من القاء القبض على شخص أصيل منطقة القلعة الصغرى يبلغ من العمر حوالي 30 سنة عامل يومي عمد الى تعنيف زوجته أصيلة نفس المنطقة الي حين هلاكها أين حضر أعوان الفرقة المذكورة الى منزل الهالكة و معاينة الجثة بحضور النيابة العمومية و قاضي التحقيق بسوسة 2 الذي اذن بالاحتفاظ بالمظنون فيه على ذمة الفرقة و مواصلة الأبحاث معه حول التهم التي وجهت له.



14-03-2018

يسرى الشخاوي

### ساحة حقوق الإنسان: فسحة للعشاق في منأى عن شرطة الأخلاق

ساحة حقوق الإنسان بشارع محمد الخامس بالعاصمة، فضاء عمومي مارس فيه مواطنون تونسيون حقهم في الاعتصام والاحتجاج، ومارس فيه آخرون حقهم في اللقاءات الغرامية بعيدا عن أعين “شرطة الأخلاق”. الساحة العمومية المفتوحة

على عدّة واجهات تماما كسيناريوهات الحب، مثلت محجّا لبعض العشاق اللذين رأوا فيها مكانا ملائما لممارسة طقوس الحب. تشير الساعة إلى الحادية عشر والنصف حينما ولجتُ ساحة حقوق الإنسان التي أصبحت تُسمّى بساحة الشهيد شكري بلعيد من الممرّ الرئيسي، تحيط بي الخضرة من الجانبين وتقطع زرققة حبل خواطر تعلّقت باعتمادات احتضنتها هذه الساحة. كانت الساحة خالية إلا من عاشقين يفتريشان العشب ويلتحفان ظلال الأشجار المتناثرة في الساحة كحبات زمرّد. شدّني مشهد العاشقين، كانا خاشعين، يستجيران من المتلصّصين بنظرات ملؤها الصباية، كان يمسك يدها بين الفينة والأخرى ويضغط عليها كغريق يتشبث بلوح نجاة. لم أكن أنوي أن أقطع خلوة العاشقين ولكن رغبة في معرفة اختيار العاشقين الشابين لساحة حقوق الإنسان ليلتوا آيات الغرام استبدّت بي، فاقتربت من حرم العشاق وطرحت سؤالي بعد ديباجة اعتذار. عدّل العاشقين من جلستيهما وظلت يديهما متعانقتان، كانت الفتاة سمراء بشعر أسود ناعم لم ينفك حبيبها يداعبه وهي تتحدّث عن أسباب اختيارهما لساحة حقوق الإنسان لاقتناص لحظات الحب. تقول شيماء ( اسم مستعار) وهي طالبة إنها تلتقي بحبيبها سامي (اسم مستعار) وهو زميلها في الجامعة بساحة حقوق الإنسان منذ سنتين لأن حالتها المادية لا تحوّل لهما أن يرتادا المقاهي الفخمة يوميا. وتضيف ” نحن ان ارتدنا المقاهي التي تكون أسعارها في المتناول فإني لن أتمكن من الهرب من أعين الجيران والأقارب الذين يمكن أن يصادفوني في أي مكان خاصة وأني أنتمي إلى أسرة محافظة جدا لن تقبل علاقتي بسامي إلا تحت غطاء رسمي”. ومن جهته يرى سامي أن ساحة حقوق الإنسان تجمع حبيبته دون الحاجة إلى الكثير من الأموال لتبذيرها في مقاهي البهجة الفخمة، مستطردا “لكن هذا لا يمنع أننا نرتاد هذه المقاهي في فصل الصيف كلما تقاضيت راتبي من عملي نادلا في أحد مقاهي العاصمة”. ضاعطا على يدها يقول سامي إن وجوده مع حبيبته يلغي مفهوم الزمان والمكان وحتى الانتماء إلى هذا العالم أصلا، مؤكّدا أن حضورها يعادل الحياة بأسرها. تبستم شيماء وترتعش جفونها خجلا وترتّب على كتف سامي بحركة امتزجت فيها جملة من الأحاسيس عنوانها الحب. ودّعت العاشقين ومضيتُ إلى الأمام حيث انتصبت الرخامة التي كتب عليها اسم الشهيد شكري بلعيد، وفقت عندها لبعض اللحظات واستحضرت صورة سياسي طالما آمن بالحقوق والحريات. وأنا أهم بمغادرة المكان استرعى انتباهي ثنائي يتبوأ أحد المقاعد المكشوفة على جميع الاتجاهات، لكنهما كانا معرضان بظهورهما عن الممر الرئيسي لساحة حقوق الإنسان. وأنا أدنو منهما لأستقي إجابة عن سؤال طرحته سابقا، سمعتُ بصوت أقرب إلى الهمس كلمات منظومة رجّحت أنها أبياتا من الشعر. اعتذرت عن مقاطعتهما وطلبت إليهما أن يخبراني عن سبب مواعدتهما في ساحة حقوق الإنسان فأجابني وسام (اسم مستعار) وهو رسّام أنهما يبحثان عن الهدوء لذلك يخيّران أن يلتقي بهذه الساحة على أن يذهبا إلى أحد المقاهي أو المطاعم. ويقول وسام إنه يتفق مع حبيبته وصال ( اسم مستعار) وهي طالبة على أن يلتقيا في ساحة حقوق الإنسان متى لم يكن لها محاضرات، مشيرا إلى أنهما يقتنيان بعض المأكولات والمشروبات الغازية ويتناولانها مع بعضهما ثم يتبادلان أحاديث الحب والغرام. ويضيف وسام أنه يحب لقاءات ساحة حقوق الإنسان لأنه يستطيع أن يحدث حبيبته ويسمعها دون الحاجة إلى أن يرفعا صوتيهما كما انه يلقي عليها القصائد التي ينظمها دون أن يتلصص عليهما الجالسين في المقاعد المجاورة. ومن جهتها تقول وصال التي كانت تسند رأسها على كتف حبيبها إنها تنزعج من الضوضاء ولا تحب الأماكن المغلقة، وتخبر أن تجلس مع حبيبها في فضاء مفتوح وهادئ. وتوكّد أنها لا تشعر بالحرية إلا في الساحات والحدائق العامة التي تعتبر أنها تضمن لها حدّا أدنى من الخصوصية وتقياها من مضايقات المتطفلين، مشيرة إلى أنّ ساحة حقوق الإنسان لا تخلو من الشعرية.



14-03-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### 'المهاجرون الأفارقة' يقودون الجزائر إلى مرمى المنظمات الدولية

في تداعيات الهجوم على السفارة الجزائرية بمالي، شنت "هيومن رايتس ووتش" انتقادات لاذعة على حكومة الجزائر، على خلفية قيامها بترحيل مهاجرين أفارقة غير شرعيين. وقالت المنظمة، اليوم الأربعاء، إن ترحيل السلطات مسّ أكثر من 100 مهاجر من جنسيات إفريقية مختلفة إلى منطقة لا تخضع للقانون بمالي. وقد شهدت - وفق بيان اطلع عليه مراسل شمس أف أم جلال مناد- تعرّض بعض المرحلين من الجزائر إلى السرقة من طرف جماعات مسلحة. وانتقدت المنظمة "تقاعس"

السلطات الجزائرية في فحص المهاجرين على نحوٍ كافٍ، مبرزةً أن بعض هؤلاء المُرحّلين قدموا ملفات طلب اللجوء السياسي إلى الجزائر، لكن الحكومة لم تنظر فيها. وأضحى ملف المهاجرين الأفارقة غير الشرعيين يشكل صداداً لحكومة الرئيس، عبد العزيز بوتفليقة، بعد تكاثرهم بشكل لافتٍ في الشوارع والمدن الكبرى، فيما كان حضورهم بالجزائر يقتصر سابقاً على الولايات الحدودية في الجنوب. وكان غاضبون ماليون قد هجموا، مساء الثلاثاء، على مبنى السفارة الجزائرية في باماكو، للاحتجاج على ترحيل مئات المهاجرين، ما خلف أعمال عنف وتخريب طالت مبنى البعثة الدبلوماسية، وكادت تؤدي بحياة موظفيها.

القضاء يبرئ مبروك كرشيد من تهمة التلب ويدين سليم بن حميدان



14-03-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

أصدرت اليوم الأربعاء الدائرة الثامنة بالمحكمة الابتدائية بتونس حكماً في القضية التي رفعها وزير أملاك الدولة السابق سليم بن حميدان ضد وزير أملاك الدولة الحالي مبروك كرشيد الذي اتهمه بالخيانة في قضية البنك التونسي الفرنسي. وجاء الحكم بعدم سماع الدعوى لبطلان اجراءات التتبع لمبروك كرشيد، حسب تأكيد محاميه هيكل المكي.

**Le 13-03-2018**

<http://adlitn.org/fr>

Sources	Articles
<p>AL HUFFINGTON POST MAGHREB - TUNISIE 13-03-2018 Rihab Boukhayatia <a href="http://huffpostmaghre">huffpostmaghre</a> <a href="#">b</a></p>	<p><b>Comment le soufisme a survécu au salafisme en Tunisie, selon The Christian Science Monitor</b></p> <p>A Sufi man sits during his visit to the shrine of Sidi Belhassen Chedly following his weekly rituals on January 26, 2013, in Tunis. Tunisia's government has promised to implement 'emergency' measures to protect Sufi Muslim mausoleums, which have been targeted in a number of suspected hardline Islamist attacks, the culture minister said. AFP PHOTO / FETHI BELAID Sufi leaders soretent the mausoleum of Sidi Bellahsen Chadly after having completed their weekly ritual on January 26, 2013 in Tunis. Th</p> <p>L'ancrage du soufisme en Tunisie, ses manifestations, les dangers qui le guettent...font l'objet d'un reportage du journal américain The Christian Science Monitor. Alors que les salafistes ont gagné du terrain face aux soufis dans plusieurs pays arabes, le soufisme en Tunisie a pu survivre à cet envahissement, explique le journal, en se basant sur les témoignages de certains Tunisiens mais aussi sur les droits constitutionnels qui garantissent la liberté de conscience, de croyance et d'exercice de culte: "En Tunisie, les salafistes ont échoué (...) Ils ont largement sous-estimé le lien historique et générationnel des Tunisiens avec le soufisme. Partout dans le pays, les quartiers et les villes sont nommés d'après les saints soufis, et la plupart des familles tunisiennes peuvent retracer leur lignée à un saint soufi ou une personne sainte". The Christian Science Monitor est allé à la recherche d'adeptes du soufisme, comme Mohammed, un habitué du mausolée de Sidi Ibrahim Riahi à la médina de Tunis: "Nous aimons Dieu et nous aimons notre héritage", dit-il. Et d'ajouter: "Pour certains d'entre nous, c'est tout ce que nous avons.</p>

Aucun extrémiste ne peut nous enlever cela". Cheikh Mohammed Riahi, iman soufi et descendant du saint soufi Ibrahim Riahi abonde dans ce sens en déclarant que "les salafistes ont sous-estimé l'importance du soufisme et des saints soufis dans l'identité et dans l'histoire personnelle des Tunisiens." Le journal avance le chiffre de 300 000 membres dévoués à diverses obédiences soufies et qu'une grande majorité des Tunisiens s'identifient à un ordre soufi ou à un saint soufi. Il évoque toutefois les multiples menaces qui guettent ce culte: "Profitant de l'état d'affaiblissement juste après la révolution, entre 2011 et 2013, les salafistes ont pris le contrôle de la plupart des mosquées en Tunisie. Des groupes et partisans salafistes ont brûlé ou profané 40 sanctuaires et tombeaux soufis".

#### L'ancrage du soufisme en Tunisie

Le reportage retrace l'influence du mysticisme soufi depuis des siècles en Tunisie: "Le soufisme a fleuri en Tunisie à partir du 11ème siècle, un millénaire avant l'État moderne, alors que les clercs mystiques ouvraient des zawiya, centres de recherche de la vérité de Dieu, et récitaient régulièrement des versets coraniques, des prières et les noms de Dieu et des prophètes . Ces zawiya soufies, qui enseignaient la mémorisation coranique et la jurisprudence islamique, sont devenues des épices de l'éducation en Afrique du Nord et ont aidé l'Islam à s'étendre à travers le continent", explique le journal. Les femmes y jouent également un rôle important: "Les femmes dirigent de nombreux sanctuaires soufis à travers la Tunisie, préparent et servent de la nourriture pour les fidèles et les nécessiteux, tandis que les femmes sont autorisées à prier dans les sanctuaires aux côtés des hommes - une rareté sur les sites islamiques". Autre caractéristique du soufisme, son caractère apolitique: "Pour les Tunisiens, nous ne pensons pas à notre façon d'adorer et de nous souvenir de Dieu comme soufisme ou mysticisme, c'est juste l'islam", a affirmé le cheikh Mazen Chérif, président de l'Union islamique mondiale du soufisme et penseur soufi tunisien au The Christian Science Monitor. Et de poursuivre: "Le soufisme ici s'unit, il ne divise pas." Le soufisme puise sa force aussi dans son élan altruiste. Les zawiya sont en effet des refuges pour les nécessiteux et les sans-abri. On y distribue encore aujourd'hui des repas, rapporte The Christian Science Monitor.

**RÉALITÉS**  
PRODIGES MÉDIAS - FONDÉ EN 1979

13-03-2018

F.K

[realites](#)

#### **Prison et amende pour punir le racisme en Tunisie**

Récemment examiné en Conseil des ministres, le projet de loi fondamentale sur la lutte contre les discriminations raciales devrait constituer une belle avancée pour la Tunisie en matière de Droits de l'Homme. Le texte comprend plusieurs mesures coercitives à l'encontre des auteurs de racisme et de discrimination. Il prévoit, à titre d'exemple, une peine d'emprisonnement allant jusqu'à 3 ans et des sanctions pécuniaires situées entre 1000 et 15000 TND. Ces sanctions sont fixées par l'article 10 du projet de loi, et elles s'appliquent sur les personnes incitant à la haine, à la violence et à la ségrégation raciale, soutenant les groupes racistes. Pas



seulement : toute personne à l'origine d'un acte ou d'une insulte raciste écoperait d'une peine de prison allant de 1 mois à une année, en plus d'une amende. La peine est doublée si les préjudices touchent un enfant, un immigré, une personne présentant un handicap, ou un réfugié.

Les victimes protégées

D'autre part, le projet de loi comprend une série de mesures visant à protéger les victimes du racisme en Tunisie. De fait, elles bénéficieront d'une protection juridique et de l'accompagnement sanitaire, psychologique et social en cas de préjudices, et ce en fonction de la nature du préjudice en question. Dans ce cadre, l'Etat tunisien a l'obligation de mettre en place les stratégies et les plans visant à prévenir contre les pratiques à caractère raciste dans tous les secteurs, sans compter la campagne de sensibilisation qu'il est appelé à mettre en place.

Une victime, si elle subit un quelconque préjudice à caractère raciste, peut porter plainte directement auprès du procureur de la République, sans passer par les postes de police.

Avec le projet de loi fondamentale sur la lutte contre les discriminations, la Tunisie se retrouve une fois encore pionnière en matière d'égalité et de Droits de l'Homme, se hissant presque au niveau des législations des pays développés. Les déclarations de bonnes intentions et les textes de loi sont là, mais reste à connaître leur efficacité dans la pratique.



13-03-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

### **Election d'un président provisoire du CSM ce vendredi 16 mars**

Le porte parole du Conseil Supérieur de la Magistrature, Imed Khaskhoussi a confié à Mosaique FM que le conseil se réunira ce vendredi 16 mars pour élire un président provisoire pour succéder au démissionnaire, Hatem Khelifi. L'ISIE devra ensuite tenir des élections partielles pour élire le membre du conseil de la magistrature financière pour boucler la composition finale du CSM. Par ailleurs, Mosaique FM vient d'apprendre que la démission de Hatem Khelifi intervient sur fond d'un litige avec les membres du conseil sur les prérogatives du président et de l'assemblée générale, ce qui a entraîné un certain blocage.



13-03-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

### **Lotfi Brahem : 202 agents déférés en justice et 729 autres traduits devant le conseil de discipline**

Le ministre de l'Intérieur, Lotfi Brahem, a indiqué qu'au cours de l'année 2017, quelque 202 agents ont été déférés en justice et 729 autres traduits devant le conseil de discipline suite à des missions d'inspection et d'enquête menées par le ministère. En 2017, les services d'inspection relevant du ministère ont effectué au total 4955 missions d'inspection et 4846 missions d'enquête, soit au total 9801 missions, a-t-il ajouté à l'ouverture d'une journée d'étude organisée, mardi, par l'Ecole supérieure des forces de sécurité intérieure, à la caserne

d'El Aouina. Il a ajouté que les services de l'inspection centrale du ministère de l'Intérieur a examiné, en coordination avec les différentes structures d'inspection du département, 34 dossiers qui lui ont été soumis par l'Instance nationale de lutte contre la corruption. Une enquête a été menée à cet effet au sujet de 23 dossiers, a-t-il ajouté, relevant que le reste des dossiers (11) est en cours d'examen. Une correspondance a déjà été envoyée à l'INLUCC au sujet des dossiers examinés, a-t-il précisé.

#### مقالات باللغة العربية



13-03-2018

منى البوعزيزي

[alchourouk](http://alchourouk.com)

**إيقاف 6 أطفال في ميناء حلق الوادي كشف سر «الحرق» بالعاصمة .. استغلال ميناءين لتهريب البشر... و5 ملايين عن كل طفل**

تمكنت دورية تابعة لمنطقة الأمن الوطني بقرطاج من إيقاف 6 أطفال تتراوح أعمارهم بين 13 و16 سنة كانوا يخططون للتسلل نحو سفينة بمساعدة أعوان مقابل حصولهم على مبالغ مالية ..

«الشروق» تنشر تفاصيل الكشف عن محاولة تهريب 6 أطفال من داخل ميناء حلق الوادي والقبض على 18 تونسيا حاولوا التسلل الى باخرة من نفس الميناء ...

وكشفت عملية القبض على 6 أطفال تتراوح أعمارهم بين 13 و16 سنة في ميناء حلق الوادي عن وجود شبكة خطيرة متكونة من منحرفين ومهربين وسماسرة مهمتها تهريب الأطفال والشباب نحو الدول الأوروبية واجتياز الحدود خلسة. كما تم أيضا القبض على 18 شخصا آخرين كانوا يخططون بدورهم للتسلل في البواخر .

#### الشبكة

حسب مصدر أمني مطلع فإن شبكة تهريب البشر تتكون من كبار المنحرفين في العاصمة يقودها المكنى «ولد حبيبة» في الـ43 من عمره وهو أصيل ولاية أريانة ومفتش عنه في 11 قضية من بينها تجارة المخدرات والتهريب والاعتداء بالعنف الشديد ومحاولة قتل زوجته. أما مساعده فهو من أكبر تجار المخدرات في ولايات تونس الكبرى. ويملك شبكة من المنحرفين داخل العاصمة .

وأكد مصدرنا أن شبكة «الحرق» تغلغت داخل ولايات تونس الكبرى منذ سنة 2012 وتحديدا عند خروج زعيمها من السجن في عفو مضيئا أن هذه العصابة تتكون من أكثر من 20 شخصا جلهم من أصحاب السوابق . وأصبحت شبكات التهريب والتسفير خلسة تستغل الأطفال والقصر حتى لا يتم القبض عليهم من قبل حرس الحدود البحري سواء في تونس أو على مستوى المياه الإقليمية. حيث يتم استعمال الأطفال كأداة لعدم التحقيق معهم والقبض عليهم بتعلة وجود أطفال معهم .

وأكد محدثنا أنه في صورة القبض على الأطفال الصغار لا تتم إعادتهم الى تونس. بل يتم تسليمهم لجمعيات حقوق الانسان في «لامبادوزا» .

وأكد مصدر «الشروق» أن ظاهرة استعمال الأطفال تفاقمت في تونس وتحديدا بعد الثورة. وأصبح المهربون يستعملونها كأداة لعمليات التسفير خلسة والمعروفة باسم «الحرق» .

وعن كيفية تهريب الأطفال قال محدثنا إنه يتم استغلال ميناءي حلق الوادي ورادس في عمليات تهريب التونسيين سواء القصر منهم أو الشباب الراغبين في ملاحقة أحلام الهجرة الى دول أوروبا مضييفا أن هناك تواطؤا بين المهربين وعدد من عمال وأعوان البواخر والسفن الراسية بهذه الموائى. حيث يتم إخفاء الأشخاص داخل السفن لحظات قبل انطلاقها. ولا يتم إخراجهم الا بعد خروج الباخرة من المياه الاقليمية .

وحسب مصدرنا فإن السمسار- وهو العنصر الرابط بين المهرب وأعوان السفن المتورطين- يتحصل على 5 آلاف دينار عن كل طفل. ويقوم بتوزيع المبلغ على بقية العناصر المتورطين. وأضاف محدثنا أنه يتم استغلال الأطفال الذين يعانون مشاكل مادية وأخرى اجتماعية كما حصل في عملية القبض على 6 أطفال في ميناء حلق الوادي. حيث تبين أن هناك طفلين منهما صادرة بشأنهما منشورا تفتيش بعد أن فرا من منزلهم .

### كيف قضى مثليو تونس عيد الفالنتين؟

**كقائف**  
أون لاين

13-03-2018

يُسري اللواتي

[hakaekonline](http://hakaekonline)

عيد الفالنتين أو "عيد الحب" كما أراد العرب تسميته، أصبح من التقاليد السنوية التي يحتفل بها العديد للتعبير عن مشاعر الود والعشق وإضفاء انتعاشة جديدة على العلاقات بين المتحابين عبر تقديم الهدايا كدليل على الحب والوفاء. وفي العالم العربي لا يختلف الأمر كثيرا عن الدول الغربية التي دأبت على الاحتفال بهذا العيد، فيوم عيد الحب تكتظ المقاهي والمطاعم ومحلات بيع الهدايا وغيرها من الأماكن العامة لكثرة الطلبات والمواعيد. وليلة عيد الفالنتين تنتشر صور العشاق والهدايا وغيرها من مظاهر الاحتفال، ووسط كل هذا "الازدحام" يقضي المثليون كذلك ليلة عيد الحب في أجواء لا تختلف كثيرا عن الذوق السائد. في العاصمة تونس، اختار أسامة (اسم مستعار) أن يقضي ليلة الفالنتين مع صديقه نادر (اسم مستعار) في أجواء مختلفة عن السائد فأخذ يخطط لبرنامج السهرة قبل الاحتفال بالعيد بأيام، على أمل أن تنال اعجاب صديقه الذي يعرفه منذ أكثر من سنة. يقول أسامة، 25 سنة، لحقائق أون لاين إنه صمم قبل حلول عيد الفالنتين على اقتناء هدية مميزة وعلى غير العادة لصديقه من أجل اسعاده وحتى تظل الليلة خالدة في ذاكرة الاثنتين". وخير أسامة يوم عيد الفالنتين الموافق للاربعاء 14 فيفري أن يذهب لسوق البركة في تونس (سوق بالمدينة العتيقة بالعاصمة لبيع الذهب والمصوغ) ويشترى خاتما لصديقه نادر كُتب فيه اسمه كدليل على تواصل حبهما وحتى يكون الاحتفال هذه السنة مميزا وعلى غير العادة. "اشتريت الخاتم لنادر (23 سنة) وهو لا يعلم ما كنت أخبئ له من هدايا، ولمزيد اسعاده في هذه الليلة اضفت لقائمة الهدايا دبا ومجموعة مختلفة من الشوكولا، وبالتوازي مع ذلك رتبت لقاء جماعيا مع مجموعة من الاصدقاء في أحد الملاهي الليلية المنتصبة باحدى الضواحي الفارحة بالعاصمة تونس حتى يكون للاحتفال طابع فجنئي"، هكذا وصف اسامة الترتيبات الأخيرة "لليلة المنتظرة" مع عشيقه نادر. انطلقت السهرة في أحد الملاهي الليلية الفخمة منذ ساعات الليل الأولى وتجمع الأصدقاء والأحبة، ومازال اسامة يتحين فرصة لتقديم هداياه بصفة "مباغثة" لنادر، ثم فاجاه في ذروة تجمع الحاضرين بتقديم الخاتم الذهبي كدليل على الحب والوفاء. يصف أسامة ردة فعل صديقه ازاء المفاجأة بالقول "لم يتوقع نادر هذه المفاجأة الجميلة وهذا كان مبتغاي، لقد كان جميلا وأنيقا في تلك الليلة". انطلقت العلاقة العاطفية بين نادر الذي يقطن في ولاية سوسة الساحلية وأسامة الذي يقطن بالعاصمة، منذ أكثر من سنة ونصف عبر شبكة التواصل الاجتماعي فيسبوك. انقضت ليلة الفالنتين "الجميلة" وجاء بعدها احتفال صغير آخر حسب رواية أسامة ، الذي قال إنه خطط "لخرجة" يقدم خلالها الشوكولا والدب لنادر وهذا ما حصل، ليختتم اللقاء "الغرامي" البعيد عن المجموعة بتبادل القبلات كتعبير عن الحب والسعادة. في المقابل تلقى أسامة من صديقه نادر هدايا مختلفة على غرار الشوكولا والألعاب وغيرها. لا يعتبر أسامة احتفاله بالفالنتينين مختلفا عن العشاق الاخرين خاصة غير المثليين، بل يشدد على كونه مميزا ورائقا ومتعاليا على النمط السائد. وبعد تأسيس جمعية "شمس" للدفاع عن المثليين ومزدوجي الميل الجنسي والمتحولين جنسياً، أطلق نشطاء تونسيون

شهر ديسمبر الماضي، إذاعة إلكترونية في "مغامرة" جديدة، أحدثت جدلا واسعا في الوسط الاجتماعي والسياسي في تونس. ويطالب المثليون في تونس بسحب الفصل 230 من القانون الجزائي التونسي الذي يجرم المثلية الجنسية، و يعتبر اللواط والمساقة جريمة يعاقب عليها بالسجن مدة 3 سنوات".

### أنا يقظ تتهم وزارة الصحة بعدم الجدية في التعاطي مع صحة الأطفال الرضع

اتهمت منظمة أنا يقظ وزارة الصحة بعدم الجدية في تعاطيها مع صحة الأطفال في ظل غياب أية آلية لرقابة المنتجات الطبية وشبه الطبية التي تقوم بتوريدها شركات مختصة والموجهة للرضع، من قبيل رضاعات ومستلزمات لمساعدة الأطفال على نشوء الأسنان، ومصاصات موجهة للرضع، فضلا على مواد شبه طبية أخرى كالإبر، والمسامير الصحية لجبر الكسور، وهو ما يشكل تهديدا حقيقيا لصحة الأطفال.

وأفادت المنظمة من خلال بحث استقصائي نشرته مؤخرا على موقعها تحت عنوان "الموت في الرضاعة.. وزارة الصحة غير معنية بصحة الأطفال"، أن الشركات المستوردة لهذه المستلزمات تنتهج أساليب خارجة عن القانون على خلاف الصيغ القانونية التي تفرض على كل شركة مستوردة لهذه المستلزمات الحصول على شهادة في الرفع الوتقي من إدارة الصيدلة والدواء لتسلم المواد شبه الطبية من المصالح الديوانية ثم تقديم عينات من المستلزمات إلى المخبر الوطني لمراقبة الأدوية لإجراء رقابة فنية على البضاعة، يشفعها حصول على ترخيص الإحالة على الاستهلاك إذا كانت نتائج التحاليل إيجابية أو إصدار قرار بإتلاف المنتج المستورد.

وأوضحت في هذا الشأن ان هذه الشركات الضالعة في ترويج مواد شبه طبية لماركات عالمية عبر مسالك رسمية دون مراقبة وزارة الصحة، تكتفي بتوريد البضائع ثم الحصول على شهادة في الرفع الوتقي لإخراج المستلزمات من الموانئ ودون تمكين المخبر الوطني لمراقبة الادوية من عينات للقيام بالرقابة الفنية، ولتسارع الى بيع هذه المنتجات للصيدليات والمساحات التجارية الكبرى ومحلات ترويج المواد شبه الطبية.

وأشارت أنا يقظ إلى أن مصالح وزارة الصحة معنية بالتدخل لمراقبة المنتجات المعروضة للبيع بهذه الفضاءات، في المقابل يوجد غياب شبه كلي للرقابة الرسمية.

وأكدت المنظمة في هذا الصدد انها اتصلت بتاريخ 14 نوفمبر الماضي بكاتبة الدولة للصحة سنية بالشيخ وأعلمتها بهذا الاخلال القانوني الخطير.

وقالت كاتبة الدولة إن وزارة الصحة مجبرة على إعطاء الترخيص لشركات توريد المواد شبه الطبية، جراء الظروف السيئة لتخزين هذه المستلزمات الحساسة بالموانئ، مضيفة أن "هذا الإشكال وغيره تم تطارحه في اجتماعات بوزارة الصحة، واعدة "بتطبيق إجراء جديد في القريب العاجل" إلا انه لم يتم العمل بعد بهذا الإجراء إلى حد الساعة.

وبالرغم من تشبث كاتبة الدولة للصحة في تصريحها "لانا يقظ" بوجود رقابة مسبقة على توريد المنتجات الطبية وشبه الطبية الموجهة للرضع وأخرى اثناءه وثالثة عند الترويج، توصل التحقيق حسب المنظمة، إلى أن البعض الآخر من الشركات يتجه نحو الالتزام في البداية بشروط توريد المواد شبه الطبية، عبر الحصول على شهادة الرفع الوتقي للبضاعة، ثم توجيه عينات للمخبر الوطني لمراقبة الأدوية، ولكنه يخالف القانون بعدم تطبيق قرارات اتلاف المستلزمات التي تصدرها وزارة الصحة ببيع ما تم توريده، في تجاهل تام لما يمكن أن ينجر عن ذلك من تهديدات صحية للرضع، علما وأن هناك حديثا عن تفشي الأمراض السرطانية جراء ترويج مواد شبه طبية بالأسواق التونسية.



13-02-2018

[shemsfm](http://shemsfm)

ولفت التحقيق أنه يوجد صنف ثالث من الشركات التي تستورد مستلزمات شبه طبية من المفترض أن تخضع لرقابة وزارة الصحة، ويلتجأ لوزارة التجارة للحصول على شهادة في الرفع الوقتي لهذه البضاعة، ما يعني أن هذه الشركات توهم وزارة التجارة باستيراد مواد غير صحية.

وأكدت المنظمة انها تحصلت من بعض المشتغلين في قطاع المواد شبه الطبية على معطيات عن تعدد زملائهم توريد رضاعات او حليب موجه للرضع، ثم يخفون البضاعة داخل حاويات للعب لتسجيلها لدى وزارة التجارة على أساس انها لعب ما يجنبهم رقابة وزارة الصحة.

**وزير الشؤون الدينية: لسنا دار إفتاء !**




13-03-2018

[mosaiquefm](http://mosaiquefm)

قال وزير الشؤون الدينية أحمد عطوم إن الوزارة ليست دار إفتاء حتى تفتي في مسألة المساواة في الميراث بين الرجل والمرأة. سيكون وأوضح "وزارة الشؤون الدينية جزء من الحكومة وأي موقف في هذا الموضوع سيصدر في إطار الدولة". وأكد وجود لجنة تعمل على هذه المسألة ، وسيتم الإعلان عن الموقف بعد الانتخابات البلدية، قائلا "موقفنا سيكون من موقف الدولة". وفي سياق آخر، أكد وزير الشؤون الدينية لموزاييك إنهاء تكليف 75 إماما وقتيا إلى حدود اليوم ممن ترشحوا للانتخابات البلدية، في إطار تحييد بيوت الله عن كل عمل سياسي وفق تصريحه.

**Le 12-03-2018**

<http://adltn.org/fr>

Sources	Articles
<p> Business News .com.tn</p> <p>11-03-2018</p> <p>Nessim Ben Gharbia</p> <p><a href="http://businessnews">businessnews</a></p>	<p><b>Héritage, la fin d'un tabou</b></p> <p>Ce samedi 10 mars 2018, une manifestation historique a sillonné les rues de Tunis. Si elle n'a pas rassemblé des dizaines de milliers de personnes, comme espéré par les organisateurs, elle aura eu le mérite de s'attaquer à l'un des tabous les plus tenaces de la société arabo musulmane, à savoir l'inégalité dans l'héritage entre les deux sexes. Désormais, la question de la succession se débat sur l'espace public et c'est une première en la matière dans les pays arabes... Il est 14h30 du côté du Bab Saâdoun à l'entrée de l'avenue 20-Mars. Les derniers journalistes et photographes jouent des coudes pour monter à bord du pick-up qui filme les premières lignes de la marche nationale réclamant l'instauration de l'égalité dans l'héritage. Dans la plage arrière du véhicule, la tension est palpable entre les journalistes et les photographes. Des heurts verbaux éclatent sans gravité toutefois, tout le monde veut se dégoter une bonne place, histoire d'avoir LA photo qui fera le tour de la presse et des réseaux sociaux. Devant eux, se dressent une vingtaine de militants qui forment le premier cordon de la manifestation, suivis derrière, assidument, par une foule disciplinée. On distingue sans mal dans cette première ligne de front Monia Ben Jemiaa, Ahlem Belhadj, Sana Ben Achour, Chokri Latif. Sous un soleil de plomb, les premiers slogans scandés par les 2.000 manifestants (composés majoritairement de femmes) donnent le ton : « l'égalité est un droit et non une faveur ! ». Soigneusement encadrés par les forces de l'ordre, les manifestants passent sous le</p>

regard médusé des hommes atablés dans les cafés sirotant, pantois, leur thé. Les premières remarques fusent : « Elles refusent la loi divine ! Elles n'ont pas honte ? », débattent quatre hommes dans la terrasse d'un café populaire. Les manifestants, eux, n'en ont cure. Droit dans leurs bottes, fixant les objectifs des appareils photos et brandissant des pancartes, ils - même si le « elles » aurait eu plus de sens dans cette situation - enchaînent les slogans : « l'égalité est un droit, ni chariaâ, ni hypocrisie », le peuple veut l'application de l'égalité et Etat civil, ce qui te revient me revient » lance de plus en plus fort un cortège renforcé, depuis, par l'arrivée d'une centaine d'autres citoyens. Au milieu du peloton, on aperçoit le ministre Mehdi Ben Gharbia. Il fait tout de suite l'objet des attentions des journalistes et des activistes. Décontracté, il prend la peine de prendre la pause et de répondre à toutes les sollicitations. Plus loin dans le cortège, des personnalités publiques marquent leur présence. On voit ainsi Mondher Belhaj Ali, Zied Lakhdhar, Salma Baccar, Mohamed Bennour, Habib Kazdaghli, Raja Ben Slama , Fatma Saidane ou encore Mokthar Trifi. Arpentant, groupés, la longue avenue du 20-Mars, mythique pour avoir abrité pendant plus d'un mois les manifestants du sit-in Errahil de 2013, les femmes s'expriment. Elles ont entre 18 ans et 60 ans, sont étudiantes, universitaires, artistes, fonctionnaires, cadres, etc. sont venues de tous les coins du pays pour revendiquer leur droit à être traitées d'une manière égale que leurs frères, époux et cousins... La parole se libère, les sourires sont nombreux, l'effet de foule arrange les activistes. Dans leur actuel combat, les manifestantes ont bien conscience qu'ils s'attaquent à « un des nombreux bastions du patriarcat », selon les termes de l'universitaire et activiste Sana Ben Achour. Le temps d'une manifestation, les tabous se brisent « le simple fait que le débat batte son plein est déjà une victoire » assure de son côté Monia Ben Jemia, présidente de l'Association des femmes démocrates. Pour Azza, jeune juriste de 25 ans et membre de l'Association tunisienne de défense des libertés individuelles, il était important de venir manifester ce samedi 10 mars 2018 « en tant que femme tunisienne. Nous sommes encore victimes de discriminations dans l'héritage et dans la rémunération par rapport à un travail que nous exécutons de la même manière qu'un homme ! Il faut que cela cesse ! » déclare-t-elle. C'est pour ces raisons qu'elle a tenu à participer à la marche et à faire venir son jeune frère, de 10 ans son cadet, pour « faire inculquer ces principes aux jeunes générations ». Toutefois, elle regrette la faible présence d'hommes dans la manifestation et dit craindre que les hommes politiques présents n'utilisent les revendications féminines dans le cadre d'une pure récupération électorale. Le constat est partagé par Mariem\*, étudiante de 23 ans en droit et en sciences politiques « il y a une inégalité de fait aujourd'hui en Tunisie entre les deux sexes, due à notre héritage culturel marqué par la domination de l'homme. Le hic, c'est que cette inégalité se trouve renforcée par certaines dispositions rétrogrades comme celles relatives à l'héritage, que nous cherchons à faire abroger par cette marche ». Si la féministe convaincue et revendiquée admet certaines avancées en la matière depuis la révolution de 2011, comme l'annulation des articles permettant aux agresseurs d'épouser leurs victimes et d'échapper

ainsi à la sanction, ainsi que le droit accordé aux femmes de quitter le territoire en compagnie de leurs enfants, ces acquis « ne représentent qu'une goutte d'eau dans l'océan » affirme-t-elle, avant de conclure ses propos par une revendication : « en fin de compte, nous ne réclamons que l'application des conventions internationales en matière des droits et des libertés, qui expriment clairement le principe d'égalité entre les deux sexes ». De part sa profession, l'avocat Ghazi Mrabet est confronté tous les jours à ces problématiques. S'il a tenu à être présent dans cette manifestation, c'est pour protester contre la présence de certaines dispositions « obsolètes » dans le Code du statut personnel, comme celle relative à l'héritage. Pour Ghazi Mrabet, il est important d'exposer médiatiquement le cas des femmes victimes des lois rétrogrades en la matière afin de faire pression sur les pouvoirs politiques, dans le but d'une consécration pleine et entière du principe d'égalité. En s'attaquant frontalement à l'une des (nombreuses) inégalités flagrantes consacrées par les lois tunisiennes, les manifestants ont la certitude de ne pas avoir le combat facile. La majorité de la population exprimera certainement sa réticence, freinée par une lecture rigide et désuète d'un texte religieux qui doit faire l'objet d'une interprétation évolutive, en phase avec les normes internationales en matière de droit de l'homme. Cependant, l'histoire reconnaîtra à ces manifestants d'avoir initié et faire porter le débat devant l'espace public. Aux grandes femmes, la patrie vous est reconnaissante.

AL HUFFINGTON POST  
MAGHREB - TUNISIE

12-03-2018

Salma El-  
Wardany  
Écrivaine  
musulmane




[huffpostmaghreb.com](http://huffpostmaghreb.com)

### **Le jeu de la virginité des femmes musulmanes**

Si vous trouvez les Hunger Games sont difficiles, dites-vous que ce n'est rien à côté de l'épreuve que constitue la perte de sa virginité pour une femme musulmane. C'est le même sentiment de peur ambiant qui vous fait regarder dans tous les coins à la recherche de l'ennemi. Le plus souvent, cet ennemi est un membre de la communauté musulmane qui a indiqué à vos parents que vous avez été vue en compagnie d'un garçon. Auquel cas vous êtes morte et la partie est finie. Métaphoriquement, bien sûr. Votre mère, en pleurs, va demander au ciel ce qu'elle a fait pour mériter ça et votre père va suggérer que toute la famille aille s'installer dans une autre ville. Voire un autre pays. Après l'en avoir dissuadé, votre mère soutiendra qu'il est possible de rester, à condition que vous passiez les quinze prochaines années à la maison, le temps que tout soit oublié (ce qui n'arrivera pas, la communauté musulmane n'oublie rien). Telle est en tout cas l'histoire qui revient le plus fréquemment quand je parle avec mes amies musulmanes de la façon dont elles ont perdu leur virginité. C'est invariablement une opération mystérieuse dont la logistique relève de la mission secrète. C'est aussi une expérience toujours douloureuse et souvent traumatisante. La plupart du temps, ce n'est pas à lueur des bougies que les femmes ont perdu leur virginité, mais plutôt dans des situations embarrassantes et avec des garçons assez peu recommandables. On ne peut pas imposer la chasteté à la moitié de la population et la mettre au ban de la société au premier hymen rompu sans que l'acte soit entouré d'une certaine tension, d'autant plus marquée au sein

de la communauté musulmane que les carcans culturels, combinés au refus d'évoquer la sexualité, font peser sur le sujet un silence démoralisant. Silence voué à infiltrer nos futures relations sexuelles avec la gent masculine, incapables que nous sommes d'aborder ce sujet tabou et, a fortiori, d'évoquer nos désirs et nos besoins. Ce ne sont pourtant ni le silence ni la stigmatisation qui nous ont empêchées de le faire, par amour ou par rébellion. Nous sommes devenues femmes en catimini, transportées par une conscience de soi jusqu'alors soigneusement cadenassée. Nous avons découvert notre sexualité derrière des portes verrouillées et sur des sites pornos. Nous sommes parties explorer notre corps à l'aide de bougeoirs, de manches de brosse à dents et de hot-dogs surgelés. À la nuit tombée, sous les couvertures et dans un silence honteux, nous avons éprouvé, touché, stimulé, enfoncé, cherché désespérément le bouton qui actionnerait l'interrupteur et soulagerait cette douleur lancinante dans notre bas-ventre. C'est encore en silence que nous avons décidé d'abandonner notre ceinture de chasteté pour le garçon que nous aimions. Après un congé de deux semaines en compagnie de mon amoureux secret, je suis rentrée chez moi en femme épanouie qui essayait de cacher cette nouvelle conscience de son corps. J'aurais aimé pouvoir dire à ma mère que j'avais passé l'une des plus belles nuits de ma vie. Que ça n'avait pas été douloureux et que je n'avais subi aucune pression. Qu'on avait attendu un an pour être sûrs. Que mon cœur explosait d'un nouvel amour totalement différent, bien plus riche, plus entier. J'aurais aimé lui demander comment apaiser en toute sécurité la fièvre qui s'emparait parfois de mon corps, au lieu de me tourner vers Google, qui s'est avéré beaucoup moins fiable que ma mère en la matière. Des années plus tard, quand ma mère a enfin posé la question à la femme de vingt-huit ans que j'étais, nous avons pu cesser ce jeu compliqué de la virginité. Voilà bien trop longtemps que nous y jouons, interprétant à merveille le rôle de la jeune vierge qui attend le mariage. J'ai des amies de trente ans pour qui le simulacre dure parce que les impératifs culturels ne leur laissent aucun choix. Car c'est bien de culture qu'il s'agit, et non de religion. J'espère qu'arrivera bientôt le jour où l'on arrêtera de prendre prétexte de la religion pour occulter toutes les choses qu'on a peur de dire. L'islam encourage les relations sexuelles et le plaisir féminin, même si c'est sous le sacrement du mariage. Ne nous voilons pas la face: il y a, partout dans le monde, des musulmanes qui ne sont pas prêtes de se marier, des jeunes hommes et des jeunes femmes prêts à enfreindre toutes les règles au nom de l'amour et du désir et ce n'est pas parce qu'on ne veut pas le voir que cela n'existe pas. Vouloir se donner du plaisir n'est pas interdit, mais ce n'est pas demain qu'on entendra, à la mosquée du coin, un groupe de femmes discuter du plaisir féminin. On continue à l'escamoter, à draper la sexualité de silence et de déshonneur, au nom de la "foi". Le problème, c'est qu'à ce jeu de la virginité auquel on participe sans que quiconque soit dupe, tout le monde est perdant.



 <p>11-03-2018 F.K <a href="#">realites</a></p>	<p><b>Kélibia : volé par une prostituée, un client porte plainte</b></p> <p>Un réseau de prostitution a été démantelé durant la nuit du samedi 10 mars 2018 à Kélibia, par les unités de la Garde Nationale. Dirigé par une femme d'une cinquantaine d'années, le réseau comprenait également un homme et trois autres femmes. L'alerte a été donnée par un client qui a été pillé au local transformé en maison close. Les membres du réseau ont été placés en garde à vue dans l'attente de la finalisation de l'enquête dont ils font l'objet.</p>
 <p>12-03-2018 <a href="#">shemsfm</a></p>	<p><b>Après l'agression des reporters d'Al Watanya1, la TV nationale menace de ne plus diffuser les matches</b></p> <p>L'Etablissement de la télévision nationale a menacé de suspendre la diffusion des matches si son équipe de reporters et ses équipements ne sont pas protégés durant la transmission des rencontres dans les stades. Dans un communiqué publié dimanche soir suite à l'agression des deux journalistes d'Al Watanya 1 Anis Sahbani et Lotfi Khaled, blessés par des projectiles alors qu'ils commentaient en direct de la tribune de presse du stade de Sousse, le classico entre l'ES Sahel et le Club Africain (0-1) pour le compte de la 21e journée du championnat de la ligue 1, la Direction Générale de la Télévision Nationale affirme que le chaos qui régnait dans la tribune de presse du stade pendant le match a été la conséquence de l'agression de ses deux reporters, précisant qu'elle a contacté les services du ministère de l'intérieur, la fédération tunisienne de football, le Président de l'Etoile du Sahel et les a exhorté à mieux protéger ses reporters et ses équipements, faute de quoi elle ne pourra plus assurer la transmission des matches de football. L'agression des reporters d'Al watanya 1 a été également fermement condamnée par L'Association des journalistes sportifs tunisiens et le syndicat des journalistes tunisiens (SNJT). Le SNJT a publié un communiqué lundi matin, dans lequel il condamne l'agression dont a été l'objet l'équipe de la télévision nationale, appelant la fédération Tunisienne de football à prendre les mesures nécessaires à l'encontre des clubs qui passent sous silence les agressions de leurs supporters contre les journalistes. Le SNJT fait aussi porter la responsabilité au ministère de l'intérieur qui n'a pas assuré la protection nécessaire aux journalistes et lui demande de prendre ses responsabilités et protéger les journalistes contre ces agressions devenues récurrentes. L'Association des journalistes sportifs tunisiens a demandé de son côté au ministère de l'intérieur l'ouverture d'une enquête et de trouver les auteurs de cette agression afin qu'ils rendent compte de leurs actes à la justice appelant les corps sécuritaires à protéger les journalistes pendant l'exercice de leur métier.</p>
	<p>مقالات باللغة العربية</p>
 <p>12-03-2018 <a href="#">alchourouk</a></p>	<p><b>قليبية.. الكشف عن وكر للدعارة وإيقاف 4 أشخاص</b></p> <p>تمكنت فرقة الشرطة العدلية بمنزل تميم فجر يوم الأحد من الكشف عن وكر معد للدعارة بمدينة قليبية وإيقاف صاحبتها وقتاتين ورجل. كما تم حجز مبلغ مالي قدره 385 ديناراً. وكانت معلومة وردت على مركز الاستمرار بمنطقة الأمن</p>

	<p>الوطني بمنزل تميم حول وجود حركة مريبة بأحد المحلات السكنية في قليبية. وبإجراء التحريات القانونية ومداومة المحل تم الكشف عن الوكر المذكور وإيقاف الرجل بحالة تلبس مع اعتراف إحدى الفتاتين بممارسة الرذيلة معه. وبمراجعة النيابة العمومية أذنت بالاحتفاظ بالمجموعة ومباشرة قضية في الغرض حسب ما أكده مصدر أمني لـ«الشروق».</p>
<p><b>نواات</b> nawaat</p> <p>12-03-2018</p> <p><a href="http://nawaat">nawaat</a></p>	<p><b>بعد الاتفلات النقابي البوليسي، محامون وقضاة يطالبون بجهاز أمن خاص بالمحاكم</b></p> <p>طلبت جمعية القضاة التونسيين بإحداث شرطة قضائية لمزيد ضمان استقلال القضاء على خلفية الأحداث التي جدت بالمحكمة الابتدائية بين عروس في 26 فيفري 2018 والتي اتهمت فيها النقابات الأمنية بمحاولة الضغط على القضاء وبالتعدي على المؤسسة القضائية وهيبتها. وحسب شهادات محدثينا ستساهم الشرطة القضائية، والتي ستكون تحت الإشراف الإداري لرؤساء المحاكم ووكلاء الجمهورية، في تأمين المحاكم بمختلف أنحاء الجمهورية وتسهيل عمل القضاة وخاصة فئ الارتباط بوزارة الداخلية.</p>
<p><b>كقائف</b> أون لاين</p> <p>12-03-2018</p> <p><a href="http://hakaekonline">hakaekonline</a></p>	<p><b>قصة: معلمة تكسر أسنان تلميذها.. ومندوب حماية الطفولة يوضح</b></p> <p>أكد مندوب حماية الطفولة بقفصة ابراهيم شعبان، اليوم الإثنين 12 مارس 2018، تلقي المندوبية إشعارا حول تعرّض تلميذ باحدى المدارس الابتدائية بالجهة إلى تعنيف من إطار تربوي خلف له أضرارا جسدية. وأشار شعبان في تصريح لحقائق أون لاين، إلى أنه تم فتح تحقيق في الموضوع بعد استشارة النيابة العمومية ولا يزال البحث جاريا للتوصل الى الحقيقة. وكانت والدة تلميذ بجهة قفصة اتهمت معلمة بمدرسة ابتدائية بالجهة بتعنيف ابنها البالغ من العمر 6 سنوات داخل القسم على مستوى الوجه مما تسبّب له في سقوط سنين من اسنانه استوجب راحة طبيّة بأسبوع، كما نشرت الأم عبر موقع «الفيسبوك» صورا للاصابة.</p>
<p></p> <p>12-03-2018</p> <p><a href="http://shemsfm">shemsfm</a></p>	<p><b>مدنين.. مهاجرون غير شرعيين يعودون إلى بلدانهم</b></p> <p>يتواصل تنفيذ برنامج الاعداد الطوعية للمهاجرين الافارقة غير الشرعيين الموجودين بمركز الايواء بمدينة مدنين الذي يشرف عليه الهلال الاحمر. وقامت المنظمة الدولية للهجرة المسؤولة علي برنامج الاعداد الطوعية من إعادة 19 شخصا من غينيا والسينغال والكوت ديفوار نحو بلدانهم خلال الفترة الماضية انطلاقا من مطار تونس قرطاج حسب افادة الدكتور المنجي سليم رئيس الهلال الأحمر بمدنين لمراسل شمس آف أم بالجهة.</p>
<p><b>موزايك</b> fm</p> <p>12-03-2018</p> <p><a href="http://mosaiquefm">mosaiquefm</a></p>	<p><b>الطبيب:لابد من تغيير العقلية التي تعتبر المبلغ عن الفساد "خائن"</b></p> <p>أكد رئيس الهيئة شوقي طبيب إنّ للهيئة مخطط للتواجد على مستوى الجهوي من أجل نشر ثقافة المواطنة والتبليغ على الفساد والقيام بالحملات التوعوية والتحسيسية. وقال إنّ تونس لها إطار تسريعي ممتاز في علاقة بمكافحة الفساد لكن هناك عراقيل، أولها تغيير العقليات التي تعتبر أن المبلغ عن الفساد هو "خائن"، ثانيا تفعيل الأوامر التطبيقية الخاصة بالمبلغين عن الفساد. وأكد أنّ الهيئة موجودة حاليا في 7 ولايات وهي صفاقس الكاف نابل سيدي بوزيد سوسة القصرين والقيروان.</p>